



DÉBATS & ANALYSES

Laurent Berger « Monsieur Macron, partagez le pouvoir ! »

Dans une lettre ouverte, le secrétaire général de la CFDT encourage le président de la République à « donner de l'air à notre société »

Par LAURENT BERGER

Monsieur le président de la République, Vous venez d'être élu par plus de 20 millions de Français qui ont choisi de vous apporter leur voix. Votre élection représente la victoire de la République sur la haine.

Fidèle à ses valeurs, la CFDT a pris toute sa part dans le combat pour faire barrage à l'extrême droite. Il y a des moments dans l'histoire qui ne supportent pas l'ambiguïté : notre appel à voter pour vous au second tour a été clair.

Les conditions particulières de votre élection vous obligent certes à tenir compte de ceux qui vous ont soutenu, mais aussi de ceux qui ont voté pour vous, non par adhésion à votre programme, mais par rejet du Front national.

Lors de cette élection, les Français ont exprimé autant de peur et de défiance que d'attentes et d'espairs, auxquels il faut répondre. Ce qui s'est exprimé, c'est aussi une aspiration à la fraternité, à la solidarité et à l'amélioration des conditions de vie et de travail face à la précarité, au chômage et à la pauvreté.

C'est d'une ambition partagée et d'un projet d'avenir que nous avons besoin pour sortir par le haut de la dépression collective dans laquelle nous sommes englués. Il faut recréer de la cohésion, ouvrir des perspectives pour chacun et pour tous les territoires de la République, lutter contre les divisions qui nous minent et le repli sur soi.

Construire un monde de progrès et

de justice sociale, où chacun peut trouver sa place et mener une vie digne, où la jeunesse retrouve confiance dans l'avenir.

C'est un projet à mener au niveau européen : si la convergence économique et fiscale que vous appelez de vos vœux est indispensable, l'Union européenne doit avant tout être plus sociale et créer de la solidarité entre États, mais aussi entre citoyens européens. De nombreuses initiatives pourraient le permettre, comme la garantie de salaires minimums en Europe, ou d'une assurance-chômage européenne.

En France, l'urgence, c'est d'abord de créer des emplois de qualité car le chô-

mage est insupportable. Pour cela, il ne suffira pas d'encourager les « *success stories* » et les aventures individuelles. Une nouvelle réforme du code du travail, surtout si elle est menée sans concertation, ne peut pas non plus être une recette miracle.

N'oubliez pas, Monsieur le président : il n'y a pas de réformes acceptées si elles ne sont pas justes, comprises et concertées.

NE PAS OUBLIER LES PLUS FRAGILES

Vous devez investir massivement dans les emplois de demain, dans le numérique bien sûr, mais aussi dans les transitions écologique et démographique.

Pour faire face aux changements, il faudra également investir dans l'émancipation des personnes, grâce à de nouveaux droits sociaux. L'accès aux modes de garde et à l'éducation dès le plus



jeune âge, la formation tout au long de la vie, la garantie du pouvoir d'achat, le droit pour tous à l'accompagnement avec le compte personnel d'activité (CPA). Voilà de quoi les travailleurs ont besoin pour être réellement libres de choisir leur vie!

Mais vous ne devez pas oublier les plus fragiles, ceux qui doivent faire face à un « incident de parcours », ceux qui se sentent isolés dans des territoires abandonnés, ceux qui n'ont même pas le minimum pour vivre dignement. Bâtir une société inclusive pour toutes et tous, en particulier les personnes vivant des situations de dépendance, de maladie, de handicap, de solitude, est un impératif moral, autant qu'une opportunité de créer des emplois locaux.

Investir dans les emplois, dans l'émancipation des personnes, et protéger les plus fragiles exige une action publique présente sur tous les territoires et des fonctionnaires reconnus.

Monsieur le président, dans les cinq ans à venir, vous serez à la tête d'un pays qui devra faire face à d'immenses défis. Et, vous le savez bien, vous ne pourrez pas les affronter seul. Le mythe de l'homme providentiel, qui décide tout d'en haut, est un mythe dangereux pour notre démocratie. Les citoyens ne supportent plus d'être consultés une fois tous les cinq ans. Les travailleurs n'en peuvent plus d'être traités comme des êtres mineurs dès lors qu'ils passent le seuil de leur entreprise ou de leur administration.

Partagez le pouvoir! Donnez de l'air à notre société! Laissez de l'espace aux organisations dont la mission est de faire entendre la voix de ceux qui n'en ont pas. Faites confiance aux organisations qui permettent aux individus de s'organiser ensemble pour peser sur leur avenir! Sans la démocratie sociale, la démocratie politique est impuissante.

Monsieur le président, dans le contexte qui est le nôtre, vous devez le pressentir, vous ne bénéficierez d'aucun état de grâce. A vous de savoir si vous voulez utiliser votre victoire pour mettre la société en mouvement vers un

avenir commun, ou si vous préférez tenter de diriger d'en haut un pays qui

aspire pourtant à un exercice du pouvoir profondément renouvelé. Un pouvoir partagé au service d'une société plus juste, plus écologique et plus solidaire. Nous attendons de vous des actes forts dans cette direction.

Quoi qu'il en soit, la CFDT, premier syndicat dans le secteur privé et largement implanté dans le secteur public, saura défendre sa vision de la société et ses propositions, participer aux discussions et aux négociations, et s'engager. Elle saura également s'opposer aux mesures qu'elle jugerait injustes.

La CFDT ne sera ni un allié docile, ni un opposant de principe, mais une organisation syndicale qui assume en toute indépendance à la fois son rôle de contre-pouvoir et de contributeur à l'intérêt général. ■



Laurent Berger est secrétaire général du syndicat CFDT